

Il est dommage qu'une maison d'édition de qualité mette sa réputation en péril en faisant paraître un tel ouvrage. Les amants de Clio méritent beaucoup mieux.

Yves Frenette

*Centre de recherche en civilisation canadienne-française Université d'Ottawa*

PÂQUET, Martin — *Tracer les marges de la Cité. Étranger, Immigrant et État au Québec 1627–1981*, Montréal, Boréal 2005, 317 p.

Le recensement canadien fait bien des jaloux dans certains milieux universitaires européens en manque de données statistiques sur les variables ethniques et linguistiques concernant leurs pays respectifs. Mais en même temps, ici comme là-bas, de nombreux organismes publics s'interdisent de recueillir de telles données pour faire le portrait de leur clientèle, les uns pour éviter de les stigmatiser, les autres par esprit universaliste. Même au pays du multiculturalisme, l'utilisation de catégories servant à décrire les immigrants et leurs descendants reste une question sensible et hautement controversée. L'idée de faire l'histoire de ces catégories est donc opportune. Le projet de s'en servir pour proposer une lecture des transformations de l'État et de ses appareils l'est tout autant. C'est bien à ce genre d'entreprise que nous convie Martin Pâquet, professeur au département d'histoire de l'Université Laval, dans un livre ambitieux consacré à l'histoire de la construction des catégories de l'étranger et de l'immigrant au Québec, de la Nouvelle-France jusqu'à 1981, date de la création du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration. (Il ne sera hélas cependant pas question de la genèse de cette étrange notion de communautés culturelles).

L'ouvrage, qui n'a pas été écrit d'un seul tenant, inclut notamment des textes déjà publiés, ce qui vaut au lecteur quelques redites. Dans l'ensemble, cependant, l'entreprise est originale et de haut niveau. Cette archéologie du savoir politique, selon les termes de l'auteur, se déploie en trois ordres successifs de classification politique : d'une représentation théologico-politique de la communauté prévalant jusqu'à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, à la communauté contractuelle dominée par les valeurs économiques et « une quantification de l'apport à la société », en passant par la communauté organique témoignant de l'avènement de la modernité et d'une représentation de la Cité comme corps. Même si l'étranger est au départ saisi sur le registre de l'allégeance, il fait l'objet au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle d'une catégorisation plus objective centrée sur l'origine, qui, si elle s'avère au début « d'un intérêt somme toute accessoire », va revêtir bientôt une lourde signification lorsque les appareils politiques vont être confrontés à l'impératif sécuritaire puis sanitaire (épidémies). Enfin, dans le sillage de la Révolution tranquille, et avec la création du ministère de l'Immigration en 1968, le Québec mobilise d'autres ressources cognitives pour appréhender l'immigrant; en posant les balises de son intégration, c'est aussi celles de la communauté politique en train de s'affirmer que l'on définit.

L'ordre du discours, pour reprendre une terminologie foucauldienne chère à l'auteur, trahit une instrumentalisation de l'immigrant qui semble encore prévaloir aujourd'hui. L'auteur n'est pas tendre pour les « élus et les *cognoscentes* » obnubilés par les statistiques, qui imposent une vision gestionnaire de l'immigrant. Une vision plus humaine semble se profiler (un peu tard?) dans les dernières pages du livre.

Ce livre est déconcertant. La recherche historique est considérable et originale, le sujet est important, on l'a dit. Mais le style perturbe : ampoulé, lyrique, il m'a paru irritant. Surtout, l'auteur ne pêche pas par excès de pédagogie (p. ex. : le droit d'aubaine est mal expliqué) ni de précision (p. ex. : pas de définition de l'ethnicité; références données en vrac dans des notes interminables dont les renvois sont parfois erronés; pas de références théoriques dans la bibliographie; la manière de présenter les flux migratoires à la page 203 n'est pas correcte; évocation sommaire de certains événements comme la crise de Saint-Léonard; pas d'exposé systématique de l'évolution des politiques canadiennes en matière d'immigration, etc.).

Sur le plan du contenu, on ne peut s'empêcher de se demander si l'évolution des nomenclatures de l'immigration a évolué différemment dans le reste du Canada, par exemple au chapitre de l'instrumentalisation de l'immigration. On est en tout cas conforté dans le constat d'un usage prolifique des catégories utilisées pour nommer l'étranger!

Annick Germain

*Institut national de la recherche scientifique,  
Urbanisation, Culture et Société (Montréal)*

SIGRIST, René — *L'essor de la science moderne à Genève*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2004, 142 p.

Destiné au grand public et publié dans une collection à caractère encyclopédique, cet ouvrage de René Sigrist constitue une très bonne synthèse historique de l'essor de la communauté scientifique genevoise entre le début du XVI<sup>e</sup> siècle et la fin du XIX<sup>e</sup> en l'insérant dans le contexte global de la Suisse et de l'Europe. Malgré son aspect synthétique, l'ouvrage ne néglige pas l'étude sociale de l'évolution de la recherche au profit d'une simple histoire factuelle. D'ailleurs, le premier chapitre consiste en une justification de l'histoire sociale des sciences (par opposition à une histoire des sciences dite « internaliste ») :

Longtemps, l'histoire a présenté l'essor des sciences comme un enchaînement d'observations et de théories élaborées par quelques découvreurs de génie [...] Or, les historiens de ces trente dernières années ont mis à mal cette vision réductrice et à vrai dire positiviste des choses. Ils ont révélé la complexité du processus de constitution du savoir et le caractère problématique de la notion de « découverte ». (p. 9)